

Les faux espoirs d'un nouveau départ du gouvernement libéral

- **Trudeau veut mettre le Canada en état d'animation suspendue pendant qu'il gouverne par décret**
– *Pauline Easton* –
- **Le Comité du plus long bulletin de vote annonce ses plans pour l'élection fédérale 2025**

États-Unis

- **Que peut-on attendre de l'investiture de Donald Trump à la présidence des États-Unis ?**
– *Kathleen Chandler* –

Les faux espoirs d'un nouveau départ du gouvernement libéral

Trudeau veut mettre le Canada en état d'animation suspendue pendant qu'il gouverne par décret

– *Pauline Easton* –

Le 6 janvier au matin, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé son intention de démissionner. Il a dit qu'il comptait rester chef du Parti libéral et donc premier ministre du Canada jusqu'à ce que le parti se choisisse un nouveau chef.

Justin Trudeau a prorogé le Parlement pour trois mois, jusqu'au 24 mars 2025. Le choix du 24 mars est sans doute lié au fait que la Chambre des communes dispose d'une période de subsides qui se termine le 26 mars, date à laquelle elle doit revoir les plans de dépenses du gouvernement pour le prochain exercice financier. C'est à ce moment-là que la Chambre vote sur les prévisions budgétaires et des projets de loi de finances. Ces projets de loi sont ensuite renvoyés au Sénat.

Le premier ministre avait à peine annoncé ses intentions en conférence de presse devant sa



résidence à Ottawa, après avoir reçu l'assentiment de la gouverneure générale pour proroguer le Parlement, que les médias ont commencé à souligner la nature intéressée de cette décision.

« Cette décision signifie que les partis d'opposition ne peuvent pas déclencher des élections par une motion de censure avant que les libéraux ne se trouvent un nouveau chef et que toutes les activités parlementaires ne soient arrêtées », ont-ils dit.

Les chefs d'antenne, les panels d'experts et les représentants des partis cartellisés préparent ainsi le terrain où les partis d'opposition s'insurgent contre cette décision intéressée, tandis que les spéculations vont bon train sur qui se lancera dans la course pour remplacer Justin Trudeau. Et ainsi tournera le manège.

En effet, il n'est pas difficile de démontrer que la décision du chef libéral favorise son parti et les Canadiens vont l'entendre de partout dans les jours à venir. À toutes fins utiles, les prochaines élections fédérales viennent d'être enclenchées, contournant les règles relatives aux sommes d'argent que les candidats aux postes de privilège et de pouvoir peuvent dépenser pour se promouvoir et cacher ce qu'ils représentent réellement et qui cela sert. Tous ceux qui représentent les riches et les puissants rivalisent pour le contrôle des politiques officielles de l'État au profit de leur faction de la minorité riche : pour piller le trésor public à la lumière du naufrage protectionniste annoncé par Trump et se réinventer à l'image de ce que veulent les Canadiens (selon eux). Mais les Canadiens n'exercent aucun contrôle sur tout cela.

Quant à l'espoir évident du Parti libéral de se donner un nouveau départ, c'est plus par désespoir que d'espoir. Les libéraux disent aux Canadiens : « Oublions tout ce qui s'est passé. Ce qui s'est passé avant 9 heures ce matin n'existe plus. Partez de ce que nous vous disons aujourd'hui, commencez à vous faire un classement des préférences parmi les choix que nous vous proposons pour le prochain premier ministre et remettez votre destin et celui de la paix, de la liberté, de la démocratie et de l'environnement social et naturel entre leurs mains si vous voulez que la terre continue de tourner. »

Et les partis cartellisés vont fulminer et expliquer pourquoi les Canadiens devraient les choisir, eux, plutôt que les libéraux.

Les Canadiens peuvent facilement voir que tous ces scénarios ne les aident en rien à analyser la nature de la profonde crise politique existentielle dans laquelle sont embourbés non seulement le Parti libéral, mais tous les partis cartellisés, le système des partis cartellisés et le Canada tout entier. Les événements se succèdent à un rythme effréné dans le monde entier. Donald Trump assumera la présidence des États-Unis dans deux semaines. Au cours de cette période, les peuples du monde peuvent s'attendre à de nombreuses catastrophes. Ce divertissement n'aide en rien les Canadiens à s'y préparer. En revanche, cela leur dit qu'ils doivent compter sur eux-mêmes pour trouver une solution.

Plutôt que de présenter aux Canadiens une voie qui inspire confiance, Justin Trudeau et ses conseillers semblent penser qu'ils peuvent mettre le pays en état d'animation suspendue. Ils semblent penser que le monde va s'arrêter pendant qu'ils poursuivent les tractations de coulisses avec leurs homologues aux États-Unis, en Europe, en Israël et dans tous les pays où les laquais des impérialistes américains multiplient les pactes dans le vain espoir que les États-Unis échappent au verdict de l'histoire et soient déclarés une fois de plus la nation indispensable.

L'animation suspendue signifie que les fonctions vitales d'un organisme cessent de fonctionner juste assez pour ne pas causer la mort. En d'autres termes, au nom de grands idéaux, le Parlement est suspendu, mais il n'est pas mort. Il dort, en hibernation jusqu'au printemps !

Qui le croira ! Le vent du nord semble avoir gelé les facultés pensantes des firmes-conseils et des sociétés de marketing qui ont imaginé ce stratagème !

Si seulement les peuples du monde n'existaient pas, si seulement ils cessaient de réclamer leurs droits... mais, bien sûr, ça n'arrivera pas. Les peuples du monde existent. Ils se battent. Leurs mouvements de résistance définissent qui ils sont et ce qu'ils représentent, et c'est pourquoi toutes les tentatives des impérialistes et de leurs serviteurs et agents de les supprimer ou de les détourner les mène à leur propre perte.

L'annonce de la démission de Justin Trudeau et de la prorogation du Parlement pour trois mois ont déjà déclenché la frénésie électorale. Mais il y a aussi le fait que cette prorogation revient ni plus ni moins à la proclamation de pouvoirs d'urgence. Cela signifie que le gouvernement fonctionnera en utilisant les prérogatives ministérielles que les gouvernements successifs se sont votées pour donner à leur impunité un vernis juridique.

Pour la classe ouvrière et le peuple du Canada, cela ne passe pas.

Le Parti libéral semble penser qu'il peut ainsi retrouver un nouveau souffle, se réinventer à l'image de ce que veulent les Canadiens et que tout ira bien. Ce n'est pas une coïncidence si les résolutions du Nouvel An de Mark Carney comprennent le retour de la Coupe Stanley au Canada en tant que valeur canadienne qui nous unit ! C'est un exemple de la banalité de leur propagande électorale !



Quelle est la voie vers l'avant pour le Canada ? Qui décide de la direction de l'économie, de la nature des relations avec les États-Unis ? De la politique sociale et de toutes les questions qui intéressent les Canadiens ? Tels sont les principaux sujets de préoccupation. Avec leurs manoeuvres pitoyables, les cercles dirigeants ne réussissent qu'à convaincre davantage les Canadiens qu'ils n'ont pas d'autre choix que de se donner eux-mêmes les moyens de décider.

Le moment est venu de déjouer tous les pièges que leur tendent les riches et leurs médias, le gouvernement, les universités et les diverses courroies dont ils disposent pour transmettre leurs idées à la population. Tout cela ne suffira plus. Popeye et ses boîtes d'épinards ne sauveront pas leur navire d'État en perdition.

Les Canadiens peuvent désormais s'attendre à être gouvernés sans aucune contrainte pendant les trois prochains mois, tandis que le nouveau président américain Donald Trump montre qu'il est la personne d'État désignée pour briser toutes les barrières constitutionnelles à l'impunité totale. Le Canada devra faire face aux pouvoirs de police exécutifs qui permettront à la présidence de déclarer les États-Unis « nation indispensable » et le peuple canadien devra faire face à la fois au gouvernement Trudeau et à celui de Donald Trump.

L'entourage de Justin Trudeau est maintenant le lieu d'une rivalité pour la succession. C'est un spectacle désolant. Les sociétés de marketing s'affairent à créer des images avec lesquelles conquérir le coeur et l'âme des Canadiens. Ça ne fait que donner une image déformée de ce que les Canadiens disent quand ils s'expriment en leur nom propre. Et ils continueront de parler en leur propre nom, jour après jour, semaine après semaine, action après action.

C'est une certitude, alors que les libéraux et les partis cartellisés n'offrent que la fraude.

Les Canadiens doivent se donner les moyens de faire en sorte que le Canada arrête de payer les riches, qu'il cesse de détruire l'environnement naturel et social en attaquant toutes les couches de la population de la manière la plus brutale, qu'il cesse de commettre le génocide, qu'il cesse de militariser l'Arctique, qu'il cesse de commettre des crimes contre les droits de tous et toutes, et qu'il devienne une zone de paix.

En 2025, mettons tout en oeuvre pour faire place au renouveau politique et pour faire du Canada une zone de paix ! Donnons-nous les moyens de décider dès maintenant !

Notes

Transcription de l'annonce de Trudeau

Le 6 janvier, Justin Trudeau a présenté son plan de proroger le Parlement et de démissionner comme chef du Parti libéral après que le parti se sera trouvé un nouveau chef à sa conférence de presse devant sa résidence à Ottawa. Il l'a enveloppé dans un jargon libéral sur l'aide aux Canadiens, le service à la classe moyenne, la défense du Canada, la paix, la solution à la crise climatique, la préparation de l'économie pour l'avenir, qui sont tous des déguisements pour payer les riches, accroître l'impunité pour ceux qui occupent des positions de pouvoir et de privilège, présenter le soutien au génocide comme un soutien aux droits humains et à la démocratie, l'intégration du Canada à la machine de guerre américaine comme un libre-échange.

Voici ce qu'il a dit :

Chaque matin, je me réveille en tant que premier ministre, j'ai été inspiré par la résilience, la générosité et la détermination des Canadiens. C'est la force motrice de chaque jour où j'ai le privilège de servir dans cette fonction.

C'est pourquoi, depuis 2015, je me suis battu pour ce pays, pour vous - afin de renforcer et de développer la classe moyenne.

Nous nous sommes réunis pour nous soutenir mutuellement pendant la pandémie, pour avancer la réconciliation, pour défendre le libre-échange sur ce continent, pour rester forts aux côtés de l'Ukraine et de notre démocratie, lutter contre le changement climatique et préparer notre économie pour l'avenir. Nous sommes à un moment critique dans le monde.

Comme vous le savez, je suis un « fighter ». Dans mon for intérieur, je me suis toujours battu parce que je me soucie profondément des Canadiens.

Malgré tous les efforts déployés pour passer à travers, le Parlement est paralysé depuis des mois, après ce qui a été la plus longue session d'un Parlement minoritaire dans l'histoire de notre pays. C'est pourquoi ce matin j'ai rencontré la gouverneure générale pour lui faire savoir que nous avons besoin d'une nouvelle session du Parlement. Elle a accédé à ma demande et la Chambre sera maintenant prorogée jusqu'au 24 mars.

Pendant le temps des Fêtes, j'ai également eu le temps de réfléchir et d'avoir de longues conversations avec ma famille quant à notre avenir.

Tout au long de ma carrière, tous les succès que j'ai personnellement obtenus l'ont été grâce à leur soutien et à leurs encouragements.

Hier soir, au souper, j'ai partagé avec mes enfants la décision que je partage avec vous tous aujourd'hui.

J'ai l'intention de démissionner de mes postes de chef du Parti libéral du Canada et de premier ministre une fois que le parti aura choisi son prochain chef à l'issue d'un processus national, rigoureux et compétitif.

Ce pays mérite un vrai choix lors des prochaines élections et il est devenu évident pour moi que, si je dois me concentrer sur des batailles internes, je ne peux pas être la meilleure option à ces élections.

Je suis impatient de voir le processus se dérouler dans les mois à venir.

Nous avons été élus pour la troisième fois en 2021 pour renforcer l'économie après la pandémie et promouvoir les intérêts du Canada dans un monde compliqué, et c'est exactement le travail que nous continuerons à faire pour les Canadiens.

Justin Trudeau s'est adressé aux journalistes après avoir annoncé ses intentions. Il s'est moqué des appels insistants à sa démission et des querelles au sein de son parti. Il a répété que sa décision était nécessaire pour sortir de l'impasse législative à la Chambre des communes. Il s'est dit convaincu que son gouvernement survivrait à un vote de confiance à la rentrée parlementaire.

« Il est temps de repartir à zéro, a-t-il déclaré. Il est temps que la température redescende, que les citoyens prennent un nouveau départ au Parlement et qu'ils soient capables de naviguer dans cette période complexe, tant au niveau national qu'international. »

Il a également exprimé ses regrets de ne pas avoir réformé le processus électoral, pour se débarrasser du scrutin uninominal à un tour, après les élections de 2015, comme il l'avait promis. En fait, il a tenté d'imposer un système basé sur le vote préférentiel, un mode de scrutin qui a été rejeté résolument, ce qu'il a omis de mentionner. C'est peut-être la méthode qu'utilisera le congrès du Parti libéral pour se choisir un nouveau chef. Puisqu'il n'a pas de membres et qu'il s'enorgueillit d'être le parti de la « grande tente » qui regroupe tout le monde, il tiendra peut-être un vote par écrit qui classera les choix et les préférences et ce sera le troisième ou le quatrième choix qui deviendra chef !

Le vote préférentiel est tout ce qu'il y a de plus antidémocratique. S'il s'agit d'une méthode pour faire des choix, elle n'a absolument rien à voir avec la modification du système de représentation qui prive le peuple de son pouvoir.



Le Comité du plus long bulletin de vote annonce ses plans pour l'élection fédérale 2025

Le Comité du bulletin de vote le plus long a annoncé ses plans pour les prochaines élections générales juste après l'annonce de la démission de Justin Trudeau. Sur sa page X, le comité dit :

« Nous sommes heureux d'annoncer que, pour l'élection générale de 2025, nous allons lancer deux longs bulletins de vote. Un dans la circonscription de Pierre Poilievre, Carleton (Ottawa), et un autre dans la circonscription de Chrystia Freeland, University-Rosedale (Toronto).

« Nous avons besoin de votre aide pour que ces bulletins de vote soient les plus longs possible. Si

vous voulez nous aider à entrer dans l'histoire, envoyez votre nom complet, votre numéro de téléphone et la circonscription dans laquelle vous souhaitez vous présenter à longestballot@gmail.com.

« Maintenant que le Parlement est prorogé, le projet de loi 65 et toutes les modifications possibles à la *Loi électorale* visant à rendre les longs bulletin de vote plus difficiles ont été jetés à la poubelle. C'est une bonne chose, mais honnêtement, nous avons hâte de relever le défi de recueillir des milliers de signatures supplémentaires. C'est pourquoi, pour les prochains bulletin de vote les plus longs, nous allons recueillir des signatures de candidature uniques (au lieu d'obtenir que 100 personnes signent 100 formulaires comme nous l'avons fait dans le passé). En raison de ce changement de stratégie, il est très important que vous vous inscrivez dès que possible afin que nous puissions commencer à recueillir vos signatures de candidature dès maintenant !

« Si vous habitez près d'une des deux circonscriptions où nous allons travailler et que vous voulez aider à recueillir des signatures, faites-le-nous savoir !

« Cela signifie également que nous ne pourrons probablement pas réaliser le bulletin le plus long prévu dans la circonscription de Doug Ford, Etobicoke-North, pour les élections provinciales non-prévues de l'Ontario, en raison de contraintes de temps, alors si vous vous êtes inscrit pour ce bulletin ne vous inquiétez pas, vous pouvez vous inscrire pour l'un des nouveaux bulletins à la place ! »

L'annonce est accompagnée d'une vidéo promotionnelle. Pour visionner la vidéo, [cliquez ici](#).



États-Unis

Que peut-on attendre de l'investiture de Donald Trump à la présidence des États-Unis ?

– Kathleen Chandler –



Grande manifestation à New York le 11 novembre 2024, après l'élection, pour dire que les Américains vont continuer de défendre leurs droits

À l'approche de l'investiture de Donald Trump à la présidence des États-Unis le 20 janvier et avec tous les développements qui ont lieu aux États-Unis et dans le monde en rapport avec cet événement, LML reproduit cette présentation de Kathleen Chandler, dirigeante de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis (USMLO) lors d'une réunion du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) le 4 janvier. Elle aborde des sujets de préoccupation du moment, notamment à quoi s'attendre avec l'arrivée en fonction de Donald Trump.

Le président élu Donald Trump assume ses fonctions le 20 janvier. Les conflits au sein des cercles dirigeants sont déjà évidents. On parle beaucoup du fait que Trump a remporté le « tiercé » de la gouvernance, c'est-à-dire que les républicains ont la présidence et la majorité à la fois au Sénat et à la Chambre des représentants, mais la réalité n'est pas si simple. Les partis ne fonctionnent pas comme des partis politiques mais comme des cartels mafieux, où les alliances sont changeantes et différentes factions votent en fonction des intérêts du moment des groupes privés qu'elles représentent, y compris leurs positions futures dans les oligopoles privés. On compte par exemple jusqu'à cinq factions différentes dans les rangs des républicains.

Cette lutte entre factions était évidente hier, le 3 janvier, lors de l'assermentation du Congrès. À la Chambre des représentants, qui compte 435 membres, la répartition est officiellement de 219 républicains et 215 démocrates, avec un poste vacant à la suite de la démission de Matt Gaetz. Celui-ci devait devenir le procureur général de Trump, mais l'opposition était telle, avant même que le nouveau Congrès ne siège, qu'il a été contraint de se retirer. Au Sénat les républicains ont 53 voix contre 47.

Le premier acte de la nouvelle Chambre des représentants est d'élire le président de la Chambre. Rien ne peut être fait avant l'élection du président. Mike Johnson, de la Louisiane, considéré comme l'un des représentants les plus conservateurs, était le président de la Chambre lors du dernier Congrès et s'est représenté pour le nouveau Congrès. Le vote se fait par appel nominal, c'est-à-dire que chaque représentant se lève et déclare pour qui il vote. Ils peuvent voter pour qui ils veulent, et le président de la Chambre n'a même pas besoin d'être membre de la Chambre, bien qu'il l'ait toujours été. Une majorité simple est nécessaire, soit 218 voix dans le cas présent. Un représentant peut également se contenter de voter présent.

Trump, qui avait auparavant menacé Johnson et s'était opposé à lui, a annoncé qu'il le soutenait quelques jours avant l'élection. Susie Wiles, la nouvelle secrétaire générale de Trump à la Maison-Blanche, a également appelé directement les députés pour les inciter à soutenir Johnson. Steve Bannon, l'ancien chef de cabinet de Trump, l'a également fait : il a dit que Johnson était « le moins repoussant » et qu'il n'y avait « pas d'alternative ».

Malgré cela, Johnson a eu de la difficulté à obtenir suffisamment de voix, avec une douzaine d'abstentionnistes. Il n'a pas obtenu la majorité au premier tour de scrutin, car les 215 membres de ce que l'on peut appeler les factions Biden/Harris/Obama/Clinton ont voté pour Hakim Jeffries, le chef de la minorité, et trois membres des factions républicaines ont voté contre Johnson. Il a eu des propositions ouvertes d'échange de faveurs, comme la présidence de commissions importantes, notamment celles des affaires étrangères, des crédits et du règlement, qui est en mesure de bloquer l'adoption de textes législatifs.

Le vote initial contre Johnson était un moyen pour les différentes factions de signaler à Trump ce qu'elles peuvent faire. Bien qu'il soit rapporté que Johnson n'a fait que des « promesses », les tractations et la corruption étaient évidentes avant même que le Congrès ne siège. Et, dans une lettre ouverte diffusée avant le vote, un certain nombre de ceux qui ont voté pour Johnson ont menacé de ne plus le soutenir à l'avenir si le budget n'est pas réduit, si la dette n'est pas abaissée, et fait d'autres demandes qui ne correspondent pas aux idées de Trump.

Cette élection est plus importante que les précédentes luttes pour la présidence qui ont éclaté après les élections de 2022 et qui ont nécessité 15 votes pour être résolues. Sans président, la Chambre ne peut pas agir et Trump ne peut pas être certifié vainqueur de l'élection le 6 janvier. Trump est donc intervenu et a fait pression sur les deux personnes concernées pour qu'elles modifient leur vote. Johnson a été élu au second tour avec les 218 voix nécessaires, un républicain persistant à voter contre.

Toutefois, il est clair que les luttes de factions et les changements d'alliances vont se poursuivre. Trump et Elon Musk sont intervenus pour poser des exigences concernant l'accord conclu quelques heures seulement avant l'échéance du 20 décembre pour la fermeture du gouvernement. Ils ont notamment exigé que le plafond de la dette soit relevé. Cette entente est intervenue après qu'un accord de principe ait été conclu par Johnson et d'autres, ce qui a entraîné un nouveau branle-bas. Mais Trump et Musk ont perdu cette bataille, puisque près de 40 représentants républicains ont voté contre l'entente, s'objectant notamment au plafond de la dette. La clause sur le plafond de la dette a dû être retirée pour permettre l'adoption d'une résolution empêchant la fermeture du gouvernement ne serait-ce que jusqu'au 14 mars. Les gens considèrent le budget comme l'une des tâches les plus importantes du Congrès et leur échec répété à l'adopter suscite une grande colère.

Les vieux arrangements par lesquels la majorité signifiait le contrôle et la possibilité de faire passer facilement des lois ne fonctionnent plus, car les alliances et les factions changent, tout comme les votes. C'est également un facteur qui favorise la multiplication des interventions de pouvoir exécutif du président, y compris l'utilisation accrue des pouvoirs de police. Les pires scénarios impliquent également des efforts visant à éliminer tout rôle pour le Congrès, qui est déjà discrédité, et les gens sont en colère et mécontents de son dysfonctionnement total. C'est particulièrement vrai sur les questions budgétaires et les questions relatives à la guerre et à son financement.

Le plafond de la dette en est un exemple. Il fixe une limite au montant de la dette du gouvernement américain et donc au montant des fonds qu'il peut emprunter. Ce plafond revêt une importance particulière pour Donald Trump, car s'il n'était pas relevé, le gouvernement se retrouverait en défaut de paiement, ce qui aurait un impact considérable sur sa situation financière et sa crédibilité. C'est également là que les factions ont tendance à se manifester et à enliser les opérations. Trump fait pression pour que le dollar américain reste dominant dans le commerce international, où le dollar est nécessaire pour le commerce du pétrole, par exemple, et plus généralement en tant que réserve. Un défaut de paiement affaiblit le dollar. Les menaces qu'il a proférées lors de son entrée en fonction concernent notamment les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), et maintenant l'Iran, l'Égypte et d'autres. Il a déclaré : « Nous exigeons de ces pays qu'ils s'engagent à ne pas créer une nouvelle monnaie du BRICS ni à soutenir une autre monnaie pour remplacer le puissant dollar américain, faute de quoi ils seront soumis à des tarifs douaniers de 100 % . »

Le plafond de la dette a été rétabli le 1er janvier, après avoir été suspendu le 2 juin 2023. La dette s'élève actuellement, en date du 1er janvier, à un peu plus de 36,1 billions de dollars, contre 31,4 billions en juin. La dette de 36,1 billions est le nouveau plafond. Bien que les fonds soient désormais suffisants pour honorer les paiements du gouvernement, la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a envoyé une lettre aux chefs de file du Congrès le 3 janvier indiquant que les États-Unis ne devraient pas atteindre le plafond avant la période comprise entre le 14 et le 23 janvier. Après cela, le département du Trésor peut encore prendre des mesures extraordinaires pour éviter un défaut de paiement pendant quelques mois. Trump exige que le Congrès se penche sur la question avant le 20 janvier, mais compte tenu de la précédente bataille de décembre, cette échéance reste incertaine. Le Sénat doit également commencer à approuver les nominations du cabinet de Trump, un autre sujet de discorde, comme le montre la révocation de Gaetz avant même que les nominations ne soient examinées.

Comment se mèneront ces batailles et comment Trump y répondra montrera l'intensité des luttes de factions et l'impuissance des arrangements gouvernementaux actuels à y faire face. Nous verrons également comment Trump envisage de dépasser les limites de la Constitution et de l'autorité du Congrès en matière budgétaire, notamment en ce qui concerne le plafond de la dette, qui pourrait être supprimé. N'oubliez pas non plus que les tarifs douaniers et les sanctions peuvent être imposés par l'exécutif sans passer par le Congrès, ce qui est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles Trump menace souvent d'y recourir.

En ce qui concerne les pires scénarios, l'un des principaux fronts sur lequel Trump cherchera à enfreindre la Constitution est celui de l'immigration, notamment en imposant des expulsions massives et en recourant à l'armée à l'intérieur du pays. Ces deux mesures visent à réduire le rôle et l'autorité des États qui, il faut le rappeler, sont fortement armés et disposent de leurs propres forces militaires de la garde nationale et de leurs propres forces de police – que ce soit au niveau de l'État, du comté ou des villes. Des villes comme New York, Chicago et Los Angeles ont toutes leur propre armée, avec des centres de commandement, des drones, des chars, des armes automatiques, etc. L'affrontement avec les États sur cette question et la répression des grandes manifestations qui ont déjà lieu sont des moyens de justifier l'utilisation de l'armée à l'intérieur du pays et de créer les conditions pour des mesures d'urgence telles que la loi martiale ou le régime militaire sous une forme ou une autre. La violation des limites de la Constitution n'a pas pour but de répondre aux besoins actuels de la société américaine, qui exigent que le peuple soit investi du pouvoir souverain, mais plutôt de préserver l'État américain dans des conditions où les mécanismes de gouvernance existants ont échoué.

Trump a déjà envoyé son tsar des questions frontalières, Tom Homan, au Texas et à New York pour presser les demandes en matière de renforcement de l'autorité fédérale. Le Texas est utilisé comme modèle, car son gouverneur est favorable à une militarisation accrue et a déjà stationné la Garde nationale du Texas le long de la frontière. Le Texas a également proposé des terrains publics pour l'installation d'un centre de détention. Il faut garder à l'esprit qu'en général, les personnes visées par les menaces d'expulsion de Trump seront d'abord détenues, puis expulsées, ce qui signifie qu'il faudra beaucoup plus de centres de détention. En outre, alors qu'il existait auparavant un accord avec le Mexique pour accepter les personnes expulsées même si elles n'étaient pas des ressortissants mexicains, le gouvernement mexicain déclare à présent qu'il ne le fera plus. Cela signifie que les personnes expulsées devront être renvoyées dans leur pays d'origine, quel qu'il soit, ce qui nécessitera un transport aérien massif. C'est là aussi que Trump pourrait justifier le recours à l'armée, non seulement à la frontière, mais aussi pour intervenir au Mexique et l'obliger à accepter les expulsés.

Ses menaces concernant les tarifs douaniers contre le Mexique et le Canada doivent être prises au sérieux car elles font partie de la mission de Trump de préserver l'État américain et d'étendre sa domination mondiale. Les États-Unis ont besoin d'intégrer plus complètement le Mexique à leur machine de guerre, et Trump utilise les questions d'immigration et de frontières à cette fin.



Manifestation contre le sommet de l'OTAN à Washington le 7 juillet 2024

Les menaces visent également à renforcer le contrôle des États-Unis sur le Canada, ce qui est également évident dans la poussée actuelle concernant un « Arctique nord-américain » et, plus

généralement, un plus grand contrôle sur le Mexique et le Canada, leurs ressources naturelles et leur main-d'oeuvre. Bien que les États-Unis préparent cette approche depuis un certain temps, ce qui ressort de la présidence Trump, c'est la probabilité d'un recours accru à l'armée et l'utilisation des questions frontalières et de l'immigration pour justifier ce recours, à l'intérieur du pays, ainsi qu'avec le Mexique et le Canada.

Ce que beaucoup ont tendance à oublier dans ces calculs, c'est l'opposition ferme des peuples de ces trois pays. Le Canada et le Mexique s'efforcent de mettre en place des économies autonomes, libérées de la machine de guerre et du diktat des États-Unis. Aux États-Unis aussi, on réclame une économie et un gouvernement antiguerre et prosocial.

De nombreuses actions ont déjà eu lieu aux États-Unis pour défendre les droits des immigrants et des réfugiés. On y entend la demande que soit supprimée la principale agence fédérale chargée de l'application de la loi en cette matière, l'Immigration and Customs Enforcement (ICE). En Californie, par exemple, qui est un État sanctuaire et qui compte aussi des villes sanctuaires, des actions de masse ont eu lieu en décembre pour exiger que l'ICE ne soit pas autorisée à intervenir dans l'État et qu'aucun fonds ne soit utilisé pour aider les forces de l'ordre fédérales. Des actions similaires ont eu lieu à New York, Chicago et ailleurs. Nous restons fermement convaincus que ces expulsions, détentions et séparations de familles, ainsi que l'expulsion de travailleurs qui font depuis longtemps partie de la classe ouvrière américaine et jouent leur rôle militant, ne se font pas en notre nom ! *Pas en notre nom ! Pas dans nos communautés !*



Manifestation le 18 décembre 2024 à New York à l'occasion de la Journée internationale des migrants pour exiger que la ville dise Non ! aux plans de Trump de procéder à des expulsions massives





Manifestation pour que la Californie reste un État sanctuaire et pour bloquer l'ICE et le financement par l'État des détentions massives et des déportations, Sacramento, le 2 décembre 2024



Bannière lors d'un rassemblement à New York le 9 novembre 2024 après l'élection de Trump

Pour ce qui est de l'affaiblissement de l'autorité des États, Trump a également déclaré qu'il mettrait en état d'arrestation les autorités locales et étatiques qui refusent de se conformer aux autorités fédérales. Il vise en particulier les États et les villes sanctuaires qui existent dans tout le pays et qui reflètent la forte demande du peuple américain de respecter et de défendre les droits des immigrants et des réfugiés. Ces sanctuaires bloquent spécifiquement le recours aux autorités fédérales, en particulier l'ICE, pour détenir des personnes. Des scénarios se dessinent déjà dans lesquels des milliers de soldats sont déployés dans des villes comme New York, Los Angeles, Chicago, Denver et ailleurs pour rassembler des personnes considérées comme « criminelles » ou sans papiers, en dépit de leur statut de sanctuaire. Il s'agit là de moyens non seulement d'affaiblir les lois et l'autorité des États et des collectivités locales, mais aussi de créer les conditions nécessaires à l'adoption de mesures d'urgence et à l'accroissement des pouvoirs de la police.



New York, 1er janvier, 2025, des milliers de personnes manifestent pour demander un embargo sur les armes à destination d'Israël.

Il existe déjà de nombreuses actions et manifestations non seulement pour défendre les droits des immigrants et des réfugiés, mais aussi pour soutenir la Palestine, contre la guerre et pour les droits des travailleurs. Le 1er janvier, des milliers de personnes ont manifesté à Times Square à New York pour incarner la ligne rouge contre les génocides et exiger un embargo sur les armes à destination d'Israël.



Manifestation de soutien à la Palestine et demande de mettre fin au ciblage des travailleurs de la santé, 5 janvier 2025 par Israël

Des manifestations ont également lieu en ce moment à Washington pour demander au Congrès de ne pas certifier Trump comme président puisqu'il a incité à une insurrection le 6 janvier 2021 et qu'il ne peut donc pas être président. Chassés de l'enceinte du Capitole par les forces de l'ordre, les manifestants se sont déplacés vers la place au monument de Lincoln. Tout en s'appuyant sur le 14^e amendement de la Constitution, qui porte sur le droit à l'insurrection, les manifestations reflètent la colère suscitée par le dysfonctionnement des institutions et l'absence de moyens de tenir le gouvernement responsable.

Des actions sont également prévues pour l'investiture de Trump le 20 janvier. Les forces antiguerre ont organisé des webinaires pour dénoncer les actions américaines en Palestine, au Liban et en Syrie et seront sans aucun doute présentes le 20 janvier, tout comme celles qui défendent les immigrants, le droit à la liberté d'expression et le droit de s'organiser.

Les travailleurs se sont également organisés pour leurs droits en 2024 et continuent de le faire en 2025. Cinq mille infirmières et médecins de Portland, dans l'Oregon, ont appelé à une grève le 10 janvier. Les travailleurs du secteur de la santé sont parmi les plus actifs, avec notamment une grève de trois jours par plus de 50 000 d'entre eux en Californie, à laquelle se sont joints ceux qui manifestaient en soutien à la Palestine. Dix mille infirmières se sont syndiquées à Detroit, tandis que près de 28 000 employés des écoles de Virginie, un État où sont en vigueur les lois sur « le droit de travailler » (antisyndical), donc le droit d'être réduit en esclavage, se sont également syndiqués. Dans la première usine automobile du Sud à se syndiquer depuis des années, Volkswagen à Chattanooga, dans le Tennessee, 5 000 travailleurs ont obtenu la certification syndicale en avril, avec un vote décisif de 73 %. Les travailleurs portuaires de la côte est ont également déclenché la grève, ont obtenu une augmentation de salaire importante et bien d'autres choses encore. Comme leurs confrères de la côte ouest, ils ont respecté les piquets de grève mis en place par les opposants au génocide de Gaza pour bloquer les expéditions vers Israël. Cette tactique sera utilisée au cours de l'année à venir. Les travailleurs de Boeing ont également obtenu des gains salariaux et autres. Chez Daimler Truck, en Caroline du Nord, 7 400 travailleurs ont menacé d'aller en grève et ont obtenu une augmentation de 25 %. Plus de 34 grèves ont eu lieu dans le secteur manufacturier.

Les travailleurs d'Amazon ont tenu une grève internationale dans 30 pays pour #MakeAmazonPay lors du Black Friday, en novembre. Environ 10 000 travailleurs des entrepôts d'Amazon de l'État de New York, de la Californie, de la Géorgie et de l'Illinois ont fait grève pendant les vacances de décembre pour exiger qu'Amazon reconnaisse le syndicat et négocie un contrat pour de meilleurs salaires, une meilleure sécurité d'emploi et de meilleures conditions de travail. Les travailleurs de Starbucks ont également fait la grève en appui à des revendications semblables. Plus de 5000 personnes ont débrayé le 24 décembre, entraînant la fermeture de plus de 300 magasins dans 43 États.



Les infirmières de Detroit se syndiquent en novembre 2024.



Rassemblement des débardeurs à North Bergen, New Jersey, après l'échec des négociations, le 13 novembre 2024



Rassemblement des grévistes de Boeing, au 33e jour de leur grève, le 15 octobre 2024



Grève des travailleurs d'Amazon à City of Industry, en Californie, le 20 décembre 2024



Grève des travailleurs d'Amazon à New York le 19 décembre 2024

Après une vigoureuse campagne pour le renouvellement de la convention collective qui a permis de consolider le syndicat et gagner le soutien du public, et avec un vote de grève de 99,5 %, l'Association des agents de bord professionnels représentant les employés d'American Airlines ont immédiatement obtenu une augmentation salariale de 20 %, une augmentation rétroactive à l'expiration de leur convention collective de 2019 et un salaire d'embarquement, ce qui est sans précédent. Habituellement, les agents de bord sont payés seulement lorsque les portes de l'avion se ferment. Les agents de bord de Southwest, représentés par la section locale 566 du Syndicat des travailleurs du transport, ont obtenu des augmentations salariales et les agents de bord de United Airlines de l'Association des agents de bord ont voté à 99,9 % pour la grève et pourraient y avoir recours d'un moment à l'autre.

Ces luttes en cours, les manifestations de soutien à la Palestine, les actions fermes à la défense des droits des immigrants et des réfugiés, sont autant de signes que le peuple étasunien intensifie sa résistance organisée et refuse de se soumettre aux plans de guerre et de répression des États-Unis. Les travailleurs sont unis et rejettent les tentatives de les diviser sur une base raciste et de les rallier aux plans de Trump.

La conscience collective qui gagne du terrain parmi le peuple, y compris parmi ceux qui ont voté pour Trump, est que les arrangements actuels sont un échec total. Elle s'exprime par une colère généralisée, surtout face à l'impunité et l'absence de reddition de comptes et à l'anticipation d'une répression accrue et d'une tentative de réduire la résistance au silence. Il y a peu d'appui pour l'idée

que la Constitution résoudra les problèmes alors qu'elle n'a pas réussi à le faire depuis plus de 200 ans et qu'elle est reconnue comme étant un compromis avec l'esclavage et les oligopoles contre la démocratie. Beaucoup constatent la nécessité d'une nouvelle constitution, une constitution qui réponde aux besoins de l'époque, dont celui d'investir le peuple du pouvoir de gouverner et de décider des questions qui le touchent, surtout les questions de guerre et de paix et de militarisation de l'économie et de la vie.

Les conditions sont telles que le peuple cherche des alternatives, ce qui offre une occasion importante pour nous de continuer à cibler ces arrangements, qui sont fondés sur la thèse de l'alliance, qui élève une personne d'État au-dessus du peuple et contre le peuple. C'est bien connu que le gouvernement est pour et par les riches, mais il y a un blocage lorsqu'il s'agit de reconnaître qu'il ne faut pas simplement perpétuer ces arrangements sous prétexte de trouver de « meilleurs » représentants. Il faut de nouveaux arrangements qui, de par leur forme et leur contenu, investissent le peuple du pouvoir, ce que ferait une nouvelle constitution. Cela veut dire s'opposer à l'idée qu'une solution serait d'éliminer le collège électoral, ou d'élire le président par scrutin direct, car en fin de compte ces deux mesures ne feraient que consolider le pouvoir de la présidence.

Il s'agit aussi d'apporter confiance et enthousiasme parmi ceux qui se battent. Certains disent qu'il faut blâmer le peuple américain lui-même pour l'élection de Trump et veulent faire passer les Américains pour des racistes et des réactionnaires. Ils disent du même souffle que Trump et l'État américain décident et que notre rôle est seulement de réagir. Notre carte du Nouvel An dit que ce sont les peuples qui font l'histoire et que la résistance connaît des succès, que nous aux États-Unis nous pouvons être fiers de la résistance qui s'est organisée en 2024, de la ligne rouge qui a été tracée contre le génocide et de l'intensification de la lutte pour les droits. C'est nous qui décidons comment nous organiser, pas Trump.

La réponse a été positive. Les gens l'apprécient beaucoup quand nous allégeons le fardeau de négativité qui pèse sur tous. Ils apprécient beaucoup les positions audacieuses et positives. Ils ont parlé des diverses manières de se joindre aux activités d'organisation. Ce petit exemple reflète notre rôle dans le renforcement de la défiance au diktat américain et l'importance de poursuivre notre propre ordre du jour, un ordre du jour résolument antiguerre, prosocial et affirmateur pour ce qui est du droit du peuple de décider de ses affaires.



La manifestation du 6 novembre 2024 à Chicago, juste après les élections, exprime la détermination des peuples à parler en leur nom propre et à s'organiser pour faire valoir leurs propres revendications, pour défendre leurs droits et s'investir du pouvoir de décider de leurs affaires.



